

Economie

Perspectives économiques, analyses et projections

Perspectives de l'économie française

[Envoyer](#) [Imprimer](#) [Twitter](#)

Etudes économiques par pays

Questions monétaires et financières

Remarques d'Angel Gurría, Secrétaire Général de l'OCDE, discours prononcé lors du lancement de l'Etude Economique France 2013

Finances publiques et politique budgétaire

19 Mars 2013, Ministère de l'économie, Paris

Productivité et croissance à long terme

Réforme réglementaire et politique de la concurrence

Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs

Marché du travail, capital humain et inégalités

C'est un grand plaisir pour moi de dialoguer à nouveau avec Monsieur Moscovici sur l'économie française. Je me réjouis de la longue et fructueuse coopération entre l'OCDE et les autorités françaises – hier encore nous avons accueilli dans nos locaux le Ministre de l'Éducation, Vincent Peillon, pour un [colloque passionnant sur la formation des enseignants](#). Aujourd'hui, j'espère que notre [Etude Economique sur la France](#) contribuera à identifier les clés du redressement de la confiance à court terme et de l'amélioration des performances économiques et sociales de la France à moyen terme.

Politiques économiques pour la croissance verte

La France a certes de nombreux atouts : un endettement privé modéré, des pratiques d'octroi de crédit plutôt prudentes, un taux d'épargne des ménages élevé et une démographie dynamique. Son système social a aussi permis de limiter plus que dans bien d'autres pays la progression des inégalités.

Mais la France est aussi confrontée à d'importants défis. L'économie française a été sévèrement touchée par la récession mondiale et, plus récemment, par les turbulences dans la zone euro. A court terme, selon nos projections, la croissance du PIB réel serait, quasi nulle en 2013 et inférieure à 1.5% l'an prochain. Renouer avec une croissance plus dynamique est donc un premier défi majeur. C'est important pour la France, c'est important aussi pour ses partenaires de la zone euro.

De plus, l'économie reste caractérisée par des déséquilibres importants des comptes publics et des comptes extérieurs. Plus grave encore, les performances du marché du travail des jeunes et des seniors restent le talon d'Achille de la société française.

Monsieur le Ministre, le gouvernement français a engagé des réformes importantes sur plusieurs fronts au cours des derniers mois. Je vous en félicite.

Continuer d'agir pour redresser la confiance et de sortir la crise

Il est essentiel de poursuivre ces actions dans trois domaines étroitement liés : l'assainissement des finances publiques, le redressement de la compétitivité des entreprises et la réforme du marché du travail. C'est la seule façon de ramener la confiance et de sortir pour de bon de cette crise.

La décision courageuse de poursuivre la réduction du déficit public était inévitable compte tenu du niveau et de l'accroissement de la dette. Il est toutefois probable, comme l'a annoncé le Président Hollande, que l'objectif de réduction du déficit budgétaire à 3% du PIB en 2013 ne sera pas atteint. Au regard de l'ampleur de l'effort déjà réalisé, nous pensons comme vous qu'il convient de ne pas ajouter davantage de rigueur à la rigueur cette année. Il est essentiel en revanche de rester vigilant et de préserver la crédibilité chèrement acquise.

Pour cela, il faut garder le cap de l'assainissement des finances publiques au-delà de 2013, et concentrer cet effort sur la réduction des dépenses. Suite à une hausse quasi-ininterrompue depuis plusieurs décennies, ces dépenses atteignent en effet un niveau très élevé, le second des pays de l'OCDE en pourcentage du PIB. Cette situation est due en particulier à

l'accroissement des dépenses de retraite, de santé et, dans une moindre mesure, de celles liées aux politiques familiales. Il faudrait aussi simplifier la structure complexe des administrations infranationales.

L'enjeu est donc de réaliser partout des gains d'efficacité, ceci afin de préserver le haut niveau de protection sociale cher aux Français.

Soutenir la compétitivité et l'emploi

En termes de réformes structurelles, l'adoption récente du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi et l'accord de janvier entre partenaires sociaux sur le marché du travail sont des signaux bienvenus et très importants. Ils contribueront sans aucun doute à redresser la compétitivité de l'économie française et créer de nouveaux emplois. Cependant, il faudra poursuivre ces politiques afin d'assurer une croissance plus robuste.

Il est en particulier nécessaire de combiner le reflux de la dépense publique à une réforme de la structure des prélèvements. Il s'agit d'alléger les prélèvements sur le travail et sur les entreprises. C'est essentiel pour améliorer la compétitivité de l'économie française. Il s'agit également de simplifier en profondeur les systèmes de prélèvements et de transferts, dont la complexité et l'instabilité pèsent sur l'économie. D'autres réformes sont importantes pour améliorer la compétitivité : notamment le renforcement de la concurrence dans le secteur de la distribution et des services, ou encore la rationalisation des politiques du logement. Ces réformes contribueraient aussi à augmenter le pouvoir d'achat.

Une fois la reprise enclenchée, la réforme de l'indemnisation du chômage permettrait de réaliser des économies et de stimuler l'emploi. Il faudra aussi continuer à atténuer la dualité des contrats de travail et à améliorer l'efficacité des politiques d'accompagnement vers l'emploi et de la formation professionnelle. Dans un souci d'équité, mais aussi pour accroître la mobilité professionnelle, un régime universel de retraite - par points ou en comptes notionnels - devrait également être mis en œuvre.

Redonner l'espoir aux jeunes générations

Laissez-moi souligner un autre message important de notre étude : l'urgence de l'action pour améliorer la situation économique des jeunes. Un chapitre entier de notre étude y est consacré. Les jeunes ont été frappés de plein fouet par le ralentissement économique, mais leurs difficultés sont d'abord d'ordre structurel.

Le taux de chômage des 20-24 ans en France n'est pas descendu en dessous de 16 % depuis près de 30 ans. Les parcours d'insertion professionnelle sont longs et difficiles. Le niveau des élèves les plus en difficulté a encore baissé et les inégalités scolaires se sont accrues.

Il faut tout d'abord réduire l'intensité de la pauvreté chez les jeunes ; et pour cela il faut remplacer de nombreux programmes de soutien existants par une extension du RSA aux jeunes adultes ayant achevé leurs études. Mais cela nécessite en parallèle la mise en œuvre d'une stratégie d'activation efficace, comprenant des obligations en termes de formation et de démarches actives de recherche d'emploi. Et, dans ce domaine, la France est malheureusement bien loin des meilleures pratiques internationales.

Par ailleurs, le niveau élevé du salaire minimum évince les jeunes les moins qualifiés du marché du travail. Ce salaire minimum devrait donc être progressif en fonction de l'âge.

Cependant, il faut aussi reconnaître que le problème n'est pas seulement lié au coût du travail. Il faut s'y attaquer à la racine, donc dès l'école. Cela serait bien plus efficace que d'essayer de corriger, après coup, les inégalités socio-économiques découlant des fortes inégalités scolaires par une protection sociale généreuse, mais fort coûteuse, comme cela est fait aujourd'hui.

Le système éducatif doit donc mieux répartir les ressources, en favorisant l'école primaire et en rendant l'éducation prioritaire réellement prioritaire dès le plus jeune âge. Les orientations actuelles du gouvernement vont d'ailleurs dans la bonne direction dans ce domaine.

Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs,

La France dispose d'atouts considérables, certes, mais sa performance actuelle n'est pas à la hauteur de ce potentiel. Je ne doute pas que le gouvernement mette toute son énergie à réaliser ce potentiel. Et les réformes entamées sur le marché du travail, pour le redressement de la compétitivité, pour l'assainissement des finances publiques ou dans le

domaine de l'éducation vont dans la bonne direction. Ces réformes ne bénéficieront pas seulement à la France, mais à l'Europe dans son ensemble qui plus que jamais a besoin d'une France robuste et dynamique.

L'OCDE reste à son entière disposition pour soutenir ces réformes et dialoguer afin de continuer à définir ensemble, et pour tous, de meilleures politiques pour une vie meilleure.

Merci.

Related Documents

[La France doit faire davantage pour stimuler sa compétitivité et créer des emplois](#)

© OCDE. Tous droits réservés

[Conditions d'utilisation](#)

[Politique de protection des données et de la vie privée](#)

[MonOCDE](#)

[Plan du site](#)

[Contactez-nous](#)